Commission pour la libération de la croissance française

FRANCO BASSANINI REFLEXIONS AUX TERMES DES TRAVAUX

En France, on a écrit que j'ai été choisi par Jacques Attali grâce au succès de la réforme de l'Etat que j'ai projetée et réalisée en Italie en tant que ministre chargé de la modernisation de l'Etat et de la Fonction publique dans les gouvernements Prodi, D'Alema et Amato (1996-2001). En Italie, on a écrit que j'ai accepté dans l'espoir de voir mieux réalisés en France des projets de modernisation radicale qu'ont rencontrés fortes résistances chez nous. En fait, en Italie, la soi-disant réforme Bassanini n'a été mise en œuvre que partiellement, même si la décentralisation quasi-fédérale, l'auto-certification (déclarations sur l'honneur au lieu du 90% des certificats), la privatisation du statut de la fonction publique, la réduction du coût du personnel public (2 points du PIB), et les rémunérations au mérite ont survécus aux changements des majorités; et la réorganisation du gouvernement (avec une réduction des ministères de 18 à 12) a été maintenant rétablie par la loi de finance 2008. Mais je sais bien que l'Italie n'a pas beaucoup des choses à enseigner à la France; et que l'importation d'expériences étrangères doit être faite partout avec circonspection.

Pourquoi donc, en tant qu'italien et homme de gauche, j'ai accepté de travailler dans la CLCF? Tout d'abord, parce que libérer la croissance française veut dire contribuer à libérer la croissance de l'Europe entière, redonner à l'Europe une locomotive en plus: ce qui sert à la France, sert à l'Europe; et ce qui sert à l'Europe, sert à l'Italie et à nous tous. En second lieu, parce que je pense que l'Europe, la France et l'Italie doivent maintenant faire face à des grands défis (la globalisation, la compétition des « tigres » asiatiques, l'émergence climatique et environnementale, la société multiethnique, la révolution numérique, le terrorisme islamique): elles ne pourront pas l'emporter sans des grandes réformes, des radicales modernisations. Nicolas Sarkozy semble très déterminé à les faire. La Commission Attali a été appelée à les projeter. Le gouvernement Fillon à les réaliser. Mais l'Italie aussi pourrait bien en profiter et suivre les exemples qui viendront de la France.

Les travaux de la Commission n'ont pas trahi mes attentes. Elle a été un foyer d'idées de réforme radicales et courageuses, de même qu'équilibrées et pondérées, expression de la richesse d'une grande variété des cultures, des compétences et des leçons apprises sur le champ: une expérience extraordinaire et exaltante de construction collective d'un projet pour l'avenir. Il n'est pas facile d'en dégager les réformes plus importantes. De mon point de vue, je pourrai indiquer: la numérisation poussée de l'économie, des administrations et des services publics; la réduction des dépenses publiques (et du nombre des fonctionnaires) pour libérer ressources pour la croissance, réduire les impôts et augmenter les rémunérations au mérite; l'ouverture des tous les marchés à la compétition (y compris les *public utilities* et les activités professionnelles); l'allègement radical des démarches bureaucratiques et des coûts de réglementation; le recours systématique dans la fonction publique à la mobilité du personnel, à méthodes flexibles de GRH, à l'évaluation des performances et de la satisfaction des usagers.

Rome, le 27 décembre 2007.